



Journal du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

Courriel : bureau@cpcml.ca • Web : www.pccml.ca

Appuyons sans réserve la lutte des étudiants du Québec!

Le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) invite toute la population du Québec à soutenir sans réserve la lutte des étudiants pour le plein exercice du droit à une éducation publique, laïque et gratuite. Honte au Parti libéral du Québec et à son ministre de l'Éducation qui n'ont rien à répondre aux justes revendications des étudiants et qui recourent à la matraque et aux accusations de «violence» pour justifier le refus de répondre de leurs décisions. Honte aux médias monopolisés qui n'ont rien d'autres à offrir que la désinformation pour démoraliser les étudiants. À bas le système de démocratie représentative qui criminalise tous les problèmes économiques, sociaux et culturels, infamant les étudiants en les déclarant des personnes sans statut, hors la loi.

C'est l'État qui utilise la violence contre les étudiants et tous les collectifs qui osent se dresser pour la défense de leurs droits. C'est ce même État qui transforme en problèmes de loi et d'ordre tous les problèmes qui exigent des solutions politiques. Quel recours reste-t-il à ceux qui voient leurs droits bafoués? Toute cette lutte révèle la crise profonde de cette démocratie qui se prétend représentative mais qui ne représente que l'intérêt d'une infime poignée de riches qui exigent que tous sacrifient leur droit sur l'autel du droit de monopole.

La lutte des étudiants fait partie de la lutte de tout le peuple du Québec pour édifier une nation moderne qui verra à satisfaire les droits de tous. Leurs demandes sont légitimes et méritent l'appui de la classe ouvrière, de ses organisations et de tout le peuple du Québec.

***L'éducation est un droit!
Arrêtez de payer les riches!
Augmentez le financement des programmes sociaux!***

Pour en savoir plus, lisez le Journal du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

www.pccml.ca

Numéro 29 - 11 mars 2005

- Appuyons sans réserve la lutte des étudiants!
- Honte au ministre de l'Éducation!
- Le mouvement de grève prend de l'ampleur.
- Manifestation nationale devant les bureaux du Premier ministre à Sherbrooke: Faute de justification, le gouvernement recourt à la menace et l'intimidation
- Le Conseil des services essentiels est appelé à sévir contre les enseignantes et enseignants

Discussion

- L'université sur la place publique - Cette grève n'est pas un geste irréfléchi
- À propos de l'affaire Ubisoft: Comment mettre en péril l'autonomie des universités

Honte au ministre de l'Éducation!

Après avoir lancé sauvagement les policiers de la Sûreté du Québec et de la Sûreté municipale contre les étudiants qui occupaient son bureau de circonscription à Châteaugay, le ministre de l'Éducation du Québec, Jean-Marc Fournier, a invoqué «la violence des étudiants» comme prétexte pour rompre toute discussion. Les étudiants de la Coalition pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE) qui avaient été convoqués par le ministre le 9 mars à 19 h ont reçu une fin de non-recevoir. «Nous sommes extrêmement déçus de cette rencontre — qui a duré une quarantaine de minutes — qui n'a rien donné. On a constaté une grande fermeture. Au-delà de la question de la violence, ce gouvernement-là n'est pas du tout ouvert à trouver des solutions, avec nous», a déclaré le porte-parole du groupe, Jérôme Charaoui. «Le ministre Fournier nous a entretenus uniquement des événements qui ont eu lieu aujourd'hui, la question de la violence, mais au-delà de cela, on n'a vu aucune ouverture, aucune volonté de collaborer pour aboutir à une solution», de rajouter M. Charaoui.

Lors d'une conférence de presse tenue après cette rencontre, le ministre de l'Éducation a blâmé les étudiants pour la violence en ajoutant que «les agissements violents ferment les portes de la solution». «Il n'y a pas de cause qui justifie le recours à la violence», a-t-il insisté.

Non content de blâmer les étudiants, il a essayé de créer de la division dans leurs rangs en disant vouloir s'adresser «aux leaders non violents qui disent parler au nom des étudiants». «C'est avec eux que je vais discuter», a-t-il dit.

La stratégie semble évidente: provoquer les étudiants pour que le gouvernement ne soit pas obligé de justifier ses mesures devant le public. C'est la tactique de diviser pour régner - d'une part des étudiants "violents" et "extrémistes", d'autre part des étudiants plus "modérés" avec qui on peut parler. C'est insinuer que la politique du gouvernement est modérée. Soyons clairs: c'est la politique du gouvernement qui est extrémiste, brutale et violente. Opposons-nous à la tentative de diviser les étudiants entre soi-disant violents et non-violents pour cacher le refus du gouvernement de défendre une politique à l'éducation qui soit juste.

Déclaration du PCC(M-L)

L'anachronisme de la «démocratie représentative» et le besoin immédiat de renouveau démocratique

«Le PCC(M-L) croit que le travail pour le renouveau démocratique du processus politique, pour se défaire de l'imposition anglo-américaine du système appelé démocratie représentative, est crucial. Aujourd'hui plus que jamais, ce système sert à marginaliser les peuples. Il les prive non seulement du pouvoir politique mais de tout accès à un processus politique qui leur permette d'avoir leur mot à dire sur les décisions prises en leur nom.»

Voir le reste sur le site Web du PCC(M-L)
www.pccml.ca

Tous aux manifestations en appui à la lutte des étudiants!

**Mercredi le 16 mars à 14 h
Montréal**

Départ devant les bureaux du ministère de l'Éducation au coin des rues Fullum et Sainte-Catherine Est